MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES
Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 19 novembre 2026

Bolivie **2**

Le gouvernement relève les plafonds des taux d'intérêt des crédits régulés pour relancer le crédit bancaire. 2

Colombie **2**

Face à l'impopularité de la mesure, le gouvernement retire la hausse de la TVA sur les produits alimentaires de son projet de sauvetage économique 2

Équateur **3**

Le « *chulco digital* » : le crédit informel passe par le numérique, avec des taux pouvant atteindre 2 000 % par an. 3

Guyana **3**

Le Guyana donne son feu vert au projet gazier Longtail d'ExxonMobil. 3

Pérou **4**

La Banque centrale relève son taux directeur à 4,5 %. 4

La Chine accordera au Pérou une aide de 22,5 M USD pour faire face à El Niño. 4

Venezuela **4**

PdVSA avance dans l'ouverture du secteur pétrolier aux investisseurs étrangers. 4

Bolivie

Le gouvernement relève les plafonds des taux d'intérêt des crédits régulés pour relancer le crédit bancaire.

Les plafonds des taux d'intérêt, applicables aux prêts au secteur régulé, sont réhaussés : ils passent de 11,5 % à 17 % pour les micro-entreprises, de 7 % à 12 % pour les petites entreprises, de 8 % à 11,5 % pour les entreprises de taille moyenne et de 10 % à 11 % pour les grandes entreprises. Ces plafonds s'appliquent aux crédits destinés à financer des activités dites « productives » (agriculture, industrie, commerce ou encore entrepreneuriat), et non à l'ensemble des prêts, comme les crédits à la consommation. Jusqu'ici, l'encadrement des taux limitait la capacité des banques à répercuter leurs coûts de financement et les risques associés aux prêts. Selon le gouvernement, ces contraintes ont contribué à freiner l'offre de crédit : entre janvier et septembre 2026, les décaissements de crédits productifs aux micro et petites entreprises ont reculé d'environ 19 % en g.a.

Avec cette réforme, l'exécutif entend inciter les banques à accorder davantage de prêts aux petites unités productives, améliorer leur accès au financement et soutenir l'investissement, l'emploi et la production nationale. Les nouveaux plafonds sont des taux maximums, et non des taux obligatoires. La réforme concerne uniquement les nouveaux crédits : les prêts déjà contractés conservent leurs conditions initiales. En septembre 2026, les parts minimales du portefeuille des banques dédiées au secteur productif avaient déjà été abaissées, de 60 % à 40 % pour les banques commerciales généralistes (*bancos múltiples*) et à 30 % pour les banques dédiées au financement des PME ou du logement social (*Bancos PYME* et *Entidades financieras de Vivienda*).

Colombie

Face à l'impopularité de la mesure, le gouvernement retire la hausse de la TVA sur les produits alimentaires de son projet de sauvetage économique

Le président Abelardo de la Espriella a annoncé renoncer à l'augmentation de la TVA sur les produits du panier alimentaire de base et les intrants agricoles, initialement prévue dans le projet de loi de « sauvetage économique ». Il a également évoqué la possibilité de réduire le taux général de TVA de 19 % actuellement à 18 %, voire 17 %. Ce revirement prive le projet d'une partie importante des recettes fiscales attendues.

Dans sa version initiale, le projet prévoyait d'élargir l'assiette de la TVA, en supprimant certaines exonérations et en supprimant les tarifs réduits de TVA. Ainsi, des produits comme le café, le sucre ou les pâtes seraient passées d'un tarif réduit de 5 % au tarif général de 19 % tandis que certains produits alimentaires aujourd'hui exclus de la TVA (comme les bananes, avocats ou mangues) auraient été soumis au tarif général de 19 %. Pour atténuer le caractère régressif de cette hausse sur les ménages modestes, le gouvernement avait prévu le dispositif EfectIVA : un mécanisme de remboursement de la TVA pour les foyers les plus pauvres, calculé à partir des factures électroniques.

Le retrait de la hausse de la TVA prive le projet d'une partie importante des recettes fiscales prévues. Selon les calculs préliminaires de La Silla Vacía, alors que la cible de déficit public primaire était de -0,9 % du PIB en 2028, ce retrait entraînerait un déficit à -2,1 % du PIB.

Ce revirement intervient alors que le Fonds monétaire international (FMI) vient de conclure sa mission de consultation au titre de l'article IV. Dans ses conclusions, l'institution soutient le projet de loi de sauvetage économique, qu'elle considère comme une

étape importante pour consolider les finances publiques et stabiliser la dette. Ces conclusions ont été publiées avant l'allocution présidentielle annonçant le retrait de la hausse de la TVA.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-5,6%	15,7%	2347
Change USD/COP	0,4%	-12,1%	3310
Change EUR/COP	-0,5%	-16,8%	3629
Prix du baril (Brent, USD)	-4,6%	45,4%	92

Équateur

Le « *chulco digital* » : le crédit informel passe par le numérique, avec des taux pouvant atteindre 2 000 % par an.

Le crédit informel (dit « *chulco* ») passe désormais de plus en plus via des canaux numériques (applications, plateformes, QR codes, groupes de messagerie), selon une étude de l'association équatorienne de crédit digital (Asocredi). L'association décrit un cycle de capture en quatre étapes qui commence par des annonces promettant « de l'argent en quelques minutes, sans garant » sur les réseaux sociaux et WhatsApp.

Les taux d'intérêt payés par les emprunteurs s'établissent en moyenne entre 853 % et 1 077 % par an, bien que certains taux atteignent près de 2 000 %. Dans le secteur formel, le microcrédit aux petites entreprises a un plafond de 28,2 % de taux d'intérêt. Selon l'étude, 92 % des clients de ces crédits travaillent à leur compte, dans le secteur informel, et dont les revenus sont particulièrement volatiles (78 % déclarent avoir des revenus différents d'un mois à l'autre). Le *chulco* répond ainsi à des besoins de financement rapides (66 % des utilisateurs déclarent avoir reçu l'argent en moins de 24 heures et 20 % en moins de 30 minutes) pour des agents exclus du crédit formel. En contrepartie, les canaux numériques permettent de récupérer des données personnelles comme la géolocalisation en temps réel, utilisée dans certains cas pour « extorsionner » les utilisateurs, selon l'enquête.

Pour rembourser ce crédit, 36 % des emprunteurs déclarent avoir dû vendre un bien et 32 % déclarent des dommages à leur santé (insomnie, stress, anxiété).

Guyana

Le Guyana donne son feu vert au projet gazier Longtail d'ExxonMobil.

Le Guyana a approuvé le projet Longtail d'ExxonMobil. Ce projet d'un montant de 12,5 Mds USD est le premier projet offshore du pays visant l'exploitation de gisements de gaz naturel indépendamment du pétrole. ExxonMobil a indiqué que la production devrait débuter en 2030. Longtail ciblera neuf gisements situés dans la partie sud-est du bloc de Stabroek.

SBM Offshore a décroché un sixième contrat auprès d'ExxonMobil pour une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) dans le cadre du projet Longtail. La société néerlandaise a confirmé qu'elle construirait et installerait un navire conçu pour traiter 1,2 Md de pieds cubes standard de gaz naturel par jour et produire 250 000 barils de condensats par jour. SBM Offshore prévoit également d'exploiter le FPSO pendant une période initiale de 10 ans.

***Longtail* s'inscrit dans le contexte des projets du président Irfaan Ali visant à créer un site industriel dédié au gaz naturel à Berbice**. Il a indiqué que le site pourrait proposer le gaz produit pour la production d'électricité, la fabrication d'engrais, le traitement de l'alumine et d'autres minéraux, ainsi que pour des centres de données. La construction d'un pipeline pour acheminer le gaz du projet Longtail vers la côte dépendra de décisions

d'investissement ultérieures, de la demande du marché et des infrastructures nécessaires.

Pérou

La Banque centrale relève son taux directeur à 4,5 %.

La Banque centrale (BCRP) a relevé son taux directeur de 25 points de base, le portant de 4,25 % à 4,5 %, après 14 mois d'immobilisme. Le conseil d'administration de la BCRP a pris cette mesure dans un contexte marqué par de « forts chocs d'offre », une hausse des prévisions de l'inflation et un fort dynamisme de la demande intérieure. La BCRP a pris en compte le fait que l'inflation interannuelle est passée de 4,5 % en septembre à 5,3 % en octobre, sous l'effet principalement de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Il apparaît que les transports constituent un facteur clé de l'inflation au Pérou, tout comme la volatilité des prix des carburants, liée à la conjoncture mondiale. La BCRP a précisé que cette hausse ne constitue pas nécessairement le début d'un cycle de hausses successives du taux directeur.

La Chine accordera au Pérou une aide de 22,5 M USD pour faire face à El Niño.

Keiko Fujimori a annoncé à l'issue d'une réunion bilatérale avec Xi Jinping que la Chine accordera au Pérou une aide de 22,5 M USD pour faire face aux effets du phénomène El Niño, dans le cadre de la 33e réunion de l'APEC (forum de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique). La Chine versera 15 M USD sous forme de don non-remboursable, puis 7,5 M USD supplémentaires sous forme d'équipement.

La présidente a souligné que la Chine est le principal partenaire commercial du Pérou et a souligné la présence de plus de 200 entreprises à capitaux chinois sur le territoire national. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 51 Mds USD en 2025, tandis que les exportations péruviennes vers la Chine se sont élevées à 33 Mds USD. Sur le plan commercial, elle a indiqué que son gouvernement cherchait à élargir les marchés pour les produits agricoles péruviens destinés à l'exportation. La rencontre entre Fujimori et Xi Jinping a également coïncidé avec la commémoration des 55 ans de relations diplomatiques entre les deux nations.

Venezuela

PdVSA avance dans l'ouverture du secteur pétrolier aux investisseurs étrangers.

Un protocole préliminaire a été signé entre PdVSA (entreprise publique vénézuélienne) et ExxonMobil (États-Unis) en vue d'évaluer d'éventuels projets d'exploration et de production pétrolières, ouvrant ainsi la voie au retour de l'entreprise américaine dans le pays, après son départ en 2007. Le groupe trinidadien Cliper a également conclu un accord de 25 ans avec PdVSA pour réactiver le gisement de pétrole et de gaz de Pedernales. Nabep et Sulzer (Suisse) installeront une nouvelle colonne de distillation de pétrole brut sur le site de Petrocedeño.

Le Qatar souhaite renforcer sa présence au Venezuela. L'entreprise qatarie UCC, (UrbaCon Trading & Contracting) est en négociation pour l'exploitation de deux gisements pétroliers et gaziers terrestres. UCC Holding a également manifesté son intérêt pour un élargissement de ses activités au Venezuela au secteur aurifère (avec le projet de créer une division dédiée à l'or à Caracas). Pour rappel, le 14 novembre a été inaugurée la route directe Doha-Caracas avec 2 vols hebdomadaires.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md$)	PIB/hab. à prix courants (K$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	53,8	4,2	-1,6	-3,0	1,6	100,2	108	+5	14,2
Colombie	53,4	527,7	10,7	2,6	2,2	-2,6	59,5	83	+2	6,8
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,7	4,6	54,5 (2025)	88	+1	2,8
Guyana	1,0	34,0	38,6	19,3	22,3	31,6	25,3	89	+6	5,7
Pérou	34,8	399,6	11,5	3,4	3,0	4,0	28,6	79	0	4,4
Suriname	0,7	6,0	9,0	4,0	4,0	-51,0	85,1	114	+2	12,4
Venezuela	28,5	124,2	4,4	9,0	5,0	-1,0	/	121	0	336,7
Argentine	47,9	768,2	16,0	2,3	2,2	-1,1	69,3	47	0	29,5
Brésil	214,1	2 654,8	12,4	4,5	2,1	-2,9	97,0	84	+2	4,8
Chili	20,2	402,2	20,0	2,5	0,6	-1,2	42,8	45	0	4,2
Mexique	134,4	2 176,2	16,2	0,5	1,5	-0,3	62,1	81	+3	3,6

Source : FMI, WEO, octobre 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Bogota.

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Louis BRUGEL, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Victoria SEIGNEZ.

Abonnez-vous en cliquant sur ce lien